

Débat entre Gilles Rufenacht et Davide De Filippo – Comment relancer l'économie? Syndicats et employeurs divisés

Marc Bretton, Eric Budry

6-8 minutes

Le président de la Chambre de commerce et celui des syndicats réagissent au discours de Fabienne Fischer devant les chefs d'entreprise.



, Eric Budry

Publié: 10.09.2021, 06h55



Davide De Filippo, le président de la faïtière syndicale, et Gilles Rufenacht, le président de la Chambre de commerce, n'ont pas la même vision de l'avenir de l'aéroport.

FRANK MENTHA

La semaine dernière, devant les patrons genevois, la conseillère d'État chargée de l'Économie Fabienne Fischer a dévoilé son programme d'action ou plutôt ses principes d'action. Est-ce suffisant dans le contexte de crise sanitaire et financière que nous traversons? Analyses croisées de Gilles Rufenacht, président de la Chambre de commerce, et de Davide De Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale.

Transition écologique, proximité, économie numérique, tels sont les thèmes d'action promus par Fabienne Fischer devant les patrons genevois. Vous êtes convaincus?

Gilles Rufenacht (G.R.): Nous avons entendu que Madame Fischer comptait dialoguer avec les entreprises, qu'elle le faisait depuis cent cinquante jours, qu'elle continuera jusqu'en 2023. C'est une bonne nouvelle. Toutefois, ce discours aurait pu être l'occasion de passer du dialogue à une clarification de ses ambitions pour l'économie genevoise de manière concrète et pragmatique. Les entrepreneurs attendent des actes.

Davide De Filippo (D.D.F.): La mise au centre du discours de Madame Fischer des défis portés par la transition écologique et numérique peut être saluée. L'automatisation réduit les emplois ici, en crée là. Et la question posée est celle de l'accompagnement des personnes concernées. Les syndicats s'accordent avec les patrons sur ce point: la reconversion ne se fera pas toute seule et nécessitera des efforts partagés. Mais c'est un peu notre seul accord. Nous, nous estimons que les gains de productivité doivent aussi se traduire par des baisses de temps de travail, qui permettront d'améliorer la qualité de vie des employés qui souffrent de la pression croissante qui s'exerce sur eux.

«Ne serait-il pas temps de relancer, de créer un fonds privé/public

pour financer l'innovation?»

Gilles Rufenacht, président de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève

Justement, Madame Fischer entend «mettre à disposition des entreprises des outils d'aide au diagnostic et à la certification en lien avec la durabilité de l'activité». C'est assez concret, M. Rufenacht?

G.R.: Nous sommes heureux que Madame Fischer valide certaines actions déjà mises en place par la Chambre, comme le diagnostic durabilité que nous proposons à nos 2400 entreprises membres. Mais il faudrait à mon sens aller plus loin, manifester plus d'ambition. Que fait-on pour assurer le lancement, le développement et le maintien de start-up sur notre territoire? Ne serait-il pas temps de relancer notre économie en créant un fonds privé/public pour financer l'innovation? Comment l'État entend-il utiliser la numérisation pour faciliter le service donné aux entreprises par l'Administration cantonale?

Monsieur De Filippo, quand le patronat évoque la relance, cela doit plutôt vous convenir, non?

D.D.F.: La relance, oui. Pour faire comme avant, non. La crise écologique est là et la lutte contre les inégalités doit être au centre de nos préoccupations. Il faut en effet soutenir et développer le pouvoir d'achat du plus grand nombre pour amortir les coûts inhérents à la transition que les gens devront supporter. Vous évoquez l'aéroport et l'hôtellerie. Mais ces secteurs ne sont pas une fin en soi. Est-ce grave si on n'a pas 13 millions de passagers par an? S'il y a moins de congrès? Non! Par contre, la question de la reconversion est posée, mais cela passe par une réforme de l'archaïque loi fédérale sur le chômage.

G.R.: L'hôtellerie et l'aéroport sont des points forts de Genève que je ne peux pas vous laisser abandonner. Mais bien sûr, ces secteurs devront s'adapter à la nouvelle donne. Car la crise offre aussi des opportunités de s'adapter à ce que veulent vraiment les

clients. Comme les employés, ils poussent les entreprises à s'adapter, à assumer une responsabilité politique, sociale, citoyenne. Globalement, il faut établir un dialogue pragmatique entre employés et employeurs sur le rôle des entreprises, qui est en pleine évolution.

Comment soutenir concrètement l'aéroport?

G.R.: Je pense qu'il faut un message fort, particulièrement en faveur d'une relance du tourisme. L'aéroport, c'est un poumon de notre économie tournée vers l'exportation. C'est une infrastructure extrêmement importante, et même centrale, pour Genève.

D.D.F.: L'un des arguments de la droite pour soutenir le tourisme, c'est [la réforme des horaires d'ouverture des magasins](#) qui fera travailler les vendeuses une heure de plus tous les samedis. Ce que nous voulions, ce sont des contreparties. Mais la réponse des employeurs a été de claquer la porte des négociations.

G.R.: On ne parle que de trois dimanches d'ouverture par année et d'une heure les samedis. Les revendications des syndicats doivent rester raisonnables, ne pas oublier que les commerçants genevois sont les grands perdants de cette crise et sont en concurrence féroce avec ceux de la France voisine.

«Est-ce grave si on n'a pas 13 millions de passagers par an à l'aéroport? S'il y a moins de congrès? Non!»

Davide De Filippo, président de la Communauté genevoise d'action syndicale

Un plan de relance, quel qu'il soit, nécessitera des fonds. Or l'État a des problèmes budgétaires importants. Comment faire?

G.R.: Je le répète, **la Chambre** se tient à disposition pour évoquer concrètement la création d'un fonds dédié à la relance alimenté tant par le public que par le privé.

D.D.F.: La solution pour résoudre les difficultés budgétaires serait que ceux qui le peuvent participent davantage. La réforme de l'imposition des entreprises RFFA a privé l'État de ressources. Il

faut corriger cela, car la répartition de la fortune est fortement inégalitaire à Genève.

G.R.: Je pense au contraire que la RFFA est arrivée au bon moment. Nous restons certes en concurrence à l'internationale, mais elle a permis de maintenir la compétitivité de nos entreprises ainsi que l'emploi à Genève.



L'opposition est parfois frontale sur le fond mais reste courtoise, voire parfois souriante, sur la forme.

FRANK MENTHA

Marc Bretton est journaliste à la Tribune de Genève. Il a travaillé au sein de la rubrique nationale et suit les questions politiques et économiques pour la rubrique genevoise depuis 2004.

[🐦@BrettonMarc](https://twitter.com/BrettonMarc)

Publié: 10.09.2021, 06h55.

-